

Procès-Verbal du Comité syndical

Séance du 11 juillet 2018

Le onze juillet deux mille dix-huit, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 5 juillet 2018, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement de Paris, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 109

Nombre de délégués présents ou représentés : 66 dont 16 pouvoirs

Étaient présent·e·s :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), Mme Perrine Precetti (Antony), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Bruno Tuder (Bagneux), M. Arnaud Gibert (Bezons), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), Mme Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine), M. Jean-Paul Martinerie (Châtenay-Malabry), M. Jackie Boulay (Châtillon), M. Serge Kehyayan (Clamart), M. Bruno Helin (Créteil), M. Jean-Luc Millard (Drancy), M. Xavier Caron (Enghien les Bains), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Philippe Brillault (Le Chesnay), M. Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), M. Christophe Paquis (Les Lilas), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), M. Rodéric Aarsse (Malakoff), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Éric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Bernard Girault (Noisy le Sec), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), M. Yann Wehring (Région Ile de France), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), M. Jean-Paul Fauconnet (Rosny-sous-Bois), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Christophe Boissière (Vincennes), Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé Lièvre (Grand Paris Seine Ouest), M. Jean-Marc Szmargd (Grand Paris Seine Ouest), M. Michel Jiaume (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest), Mme Aline de Marcillac (Grand Paris Seine Ouest).

Suppléant·e·s avec voix délibératives :

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois), M. Hervé Leucy (Bobigny), Mme Sylvie Mariaud (Bois-Colombes), M. Hervé Willaime (Cachan), M. Olivier Stern (Montreuil), Mme Anne-Laure Lebreton (Puteaux), Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé), Mme Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest).

Excusé·e·s ayant donné pouvoir :

Jean-François Monino (Aubervilliers) à Philippe Lebeau, Bernard Accart (Courbevoie) à Éric Schindler, Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) à Christophe Bernier, Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) à Philippe Ribatto, Jean-Luc Decobert (Le Pré-saint-Gervais) à Marie-Michelle Phojo, Pascal Butin (Neuilly-Plaisance) à Jean-Paul Fauconnet, Monique Bouteille (Rueil Malmaison) à Sophie Deschiens, Christian Page (Saclay) à Xavier Caron, Alain Guetrot (Saint-Maurice) à Marie-France Parrain, Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson) à Patrice Pattée, Alain Bortolameolli (Villeneuve-la-Garenne) à Hervé Leucy, Hervé Fleury (Versailles) à Philippe Brillault, Isabelle Debré (département des Hauts-de-Seine) à Jackie Boulay, Mahrouf Bounegta (Villejuif) à Stéphanie Culang,

Alain Schumacher (Grand Paris Grand Est) à Jean-Paul Martinerie, Patrick Ollier (MGP) à Christine Bruneau.

Excusé·e·s :

Yves Fuchs (Champigny-sur-Marne), Pascal Turano (Charenton), Alice le Moal (Clichy-la-Garenne), Boutaëb Kaddani (Joinville-le-Pont), Bernard Cacace (Le Raincy), Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), Sylvain Berrios (Saint-Maur-des-Fossés), Amirouche Laidi (Suresnes), Antoine Dupin (GPSO), Daniel Guiraud (MGP).

Assistaient également à la séance :

Mmes Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique, des finances et de de la commande publique, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 21 juin 2018
2. Compte rendu du Bureau du 4 juillet 2018
3. Délibérations :
 - Approbation des mesures compensatoires relatives aux locations du service public Velib'
 - Approbation d'une mesure compensatoire relative aux abonnements du service public Velib'
 - Acceptation du protocole
 - Modification du tableau des emplois permanents
4. Points divers :

La Présidente a ouvert la séance à 16 heures 20 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Jean-Luc Millard est désigné secrétaire de séance.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 21 juin 2018

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 21 juin 2018.

Mme Sylvie Mariaud (Bois-Colombes) revient sur l'aspect financier (Velib') et notamment sur les frais par station annoncés pour l'année 2018. Il a été expliqué que ces frais seraient dus pour l'ensemble de l'année, quelle que soit la date à laquelle la station serait installée.

La Présidente partage cette requête. Il y aura une discussion globale avec l'opérateur et une discussion particulière avec chaque ville. La situation est encore prématurée pour répondre à chacune d'elle.

Mme Sylvie Mariaud (Bois-Colombes) ajoute qu'il convient d'envisager un potentiel déficit de la DSP de Vélib' dû aux retards de Smovengo.

La Présidente rappelle qu'il ne s'agit pas d'une DSP mais d'un marché. Une note comparative pourra être transmise sur ce que le service Vélib' est censé proposer par rapport à ce qu'offrent les opérateurs courants.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) indique qu'il a eu accès au procès-verbal la veille du Comité.

De plus, il estime s'être davantage exprimé que ce que le procès-verbal restitue (1 ligne p17 et 5 lignes p18). Il constate que les interventions de la Présidente sont en revanche plus fournies. Il indique qu'il votera contre ce procès-verbal.

La Présidente donne la parole à Fabienne Puig, Directrice de l'Administration générale, afin de préciser les conditions de rédaction et de mise à disposition de ce procès-verbal.

Mme Fabienne Puig (Directrice de l'Administration générale) a bien reçu un mail de M. BRILLAUT indiquant qu'il n'avait pas eu les documents. Son espace membre a été vérifié et une capture d'écran conservée. Cette capture permet d'affirmer que les documents ont été transmis en temps et en heure, le 5 juillet, comme à tous les élus titulaires de ce Comité.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) demande à Mme PUIG de rappeler l'heure de ce mail.

Mme Fabienne Puig indique qu'il était environ 20h00.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) confirme qu'il s'agissait de 19 heures 58.

Mme Fabienne Puig précise que les documents devaient être envoyés aux membres le 5 juillet avant minuit.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) précise qu'il a toujours souligné la qualité du personnel du Syndicat.

M. Benoît Blot (Le Plessis-Robinson) constate la longue et cocasse présentation de Smovengo. Il regrette que la société Autolib' n'ait pas pu s'exprimer lors de la séance précédente.

Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort) signale qu'elle était intervenue, lors de cette séance, afin d'annoncer que la ville ne prendrait pas part au vote, tout en avançant un certain nombre d'arguments. Or, il ne reste aucune trace de ses propos. Mme Parrain souhaite que le procès-verbal soit rectifié en ce sens.

La Présidente rappelle que plusieurs élus avaient formulé des propos similaires. Il y a une volonté de ne pas rédiger un procès-verbal qui reprenne les échanges de manière exhaustive. Néanmoins, les propos de Mme Parrain seront réintégrés au PV.

M. Arnaud Gibert (Bezons) reprend, à la page 12, les propos de M. TELLIER demandant si, dans le calcul du coût de sortie de la DSP, il allait être tenu compte du temps d'ancienneté des stations. Or, la Présidente indique à la page 17 que chaque commune est responsable *au prorata* du nombre de stations. Il conviendrait de préciser dit-il, *au prorata temporis*.

La Présidente partage cette remarque.

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) est surpris par le fait que le procès-verbal consiste en une synthèse des échanges, ce qui lui semble farfelue au vu des sujets traités.

La Présidente est en désaccord avec cette dernière remarque.

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) considère simplement que toutes les interventions doivent être visibles. Il serait par ailleurs intéressant que le devenir des stations soit partagé.

La Présidente rappelle qu'il est ici question du procès-verbal.

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) en convient.

La Présidente rend hommage aux rédacteurs de ce procès-verbal compte tenu de la qualité moyenne de l'enregistrement.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) informe qu'il est possible de déléguer la tâche de la rédaction à une personne sténotypiste, par exemple. M. Brillault rappelle qu'il vote contre ce procès-verbal. Il fait savoir qu'il sera particulièrement attentif à celui rédigé à l'occasion de cette séance.

La Présidente soumet le Procès-Verbal du 21 juin 2018 à l'approbation du Comité syndical.

Contre : Le Chesnay, Le Plessis Robinson, Versailles.

Abstention : Antony, Bois-Colombes, Clamart, Courbevoie, Fontenay-aux-Roses, Maisons-Alfort, Montrouge, Neuilly-sur-Seine, Puteaux, Saint Maurice

NPPV : Bourg la Reine, Chatenay-Malabry, Noisy le Sec, Nogent-sur-Marne, Neuilly-Plaisance, Rosny-Sous-Bois, Grand Paris Grand Est (Montfermeil)

Le procès-verbal du Comité Syndical du 21 juin 2018 est adopté.

2 – Compte rendu du Bureau du 4 juillet 2018

La Présidente s'enquiert d'éventuelles observations concernant le compte rendu du Bureau du 4 juillet 2018.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) rappelle que la Présidente avait fait remarquer que la communication du compte rendu du Bureau permettait aux communes qui n'en font pas partie d'être informées. Ce compte rendu date d'il y a quelques jours. En page 4, il est indiqué que le Syndicat s'engage à rembourser le service Autolib' du 25 juin au 31 juillet pour un montant maximum de 1 900 000 euros – sur la base d'éléments justifiés par Autolib' – et se garde la possibilité de le contester. Les membres du Bureau ont donc été informés le 4 juillet. M. Brillault demande si les membres du Bureau ont le devoir de relayer les informations auprès de leurs collègues. Or, ces informations n'ont pas été relatées avant le 5 juillet. Les membres du Bureau ont-ils l'obligation de se taire ? Dans ce cas, il existe un vrai sujet de gouvernance qui ne fait que s'aggraver.

La Présidente explique que le Bureau est composé de 13 membres connus de tous. Les membres du Bureau examinent l'ensemble des délibérations soumises au Comité syndical, dont ce protocole. Les délibérations sont présentées et discutées en amont de chaque Comité.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) précise que son intervention s'adressait aux membres du Bureau.

La Présidente indique avoir la présidence de la séance et indique que les questions de M. Brillault sont légitimes. La délibération portant sur le protocole transactionnel a donc été présentée. Elle a été envoyée à l'ensemble des élus du Comité syndical – via les espaces membres – le 5 juillet 2018 en respect du calendrier.

Elle précise que les membres du Bureau ne sont pas liés par une quelconque confidentialité et n'ont pas la nécessité d'informer l'ensemble des élus du Comité. La Présidente invite cependant les membres du Bureau à s'exprimer à ce sujet.

M. Bruno Helin (Créteil), membre du Bureau, explique que lors du dernier Comité syndical, la délibération dont l'objet était de donner mandat à la Présidente pour négocier les suites de la résiliation a été adoptée. Lors de la séance du Bureau du 4 juillet, il a été fait état des éléments présentés par Smovengo et, du résultat de la négociation entre le Syndicat et la société Autolib'. Les membres du Bureau ont été informés des avancées entre la Présidente et la société Autolib'. M. Helin considère qu'un membre du Bureau travaille aux côtés de la présidente élue. Il n'est pas certain que, pour des questions de gouvernance, les membres du Bureau soient tenus de révéler à quiconque les adresses mail ou courriers. Il n'estime pas être tenu à la confidentialité non plus.

Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest Boulogne-Billancourt), membre du Bureau, confirme que les membres du Bureau travaillent en concertation et en débats très ouverts. Les communications se font dans des délais très courts. Elle considère que ce Bureau fonctionne selon la légalité. Ce qui est communiqué est accessible dans tous les espaces membres. Mme BRUNEAU informe toutefois que la parole des maires de GPSO est réservée et qu'en tant que représentante de ces maires, elle communique avec eux, à la suite des Bureaux, afin de transmettre ce qui est dit et décidé.

M. Xavier Caron (Enghien-les-Bains), membre du Bureau, n'a pas grand-chose à ajouter sur le fonctionnement du Bureau : il confirme ce qui a été dit. Le dialogue est ouvert. Il rappelle toutefois que, concernant le protocole, le montant de 1,9 million d'euros a été annoncé comme étant confidentiel.

La Présidente précise que ce montant correspond à un plafond, sur présentation de factures.

M. Benoît Blot (Le Plessis-Robinson) note la confusion du fonctionnement du Syndicat. Il conviendrait d'en clarifier les mouvements. Par ailleurs, il est dit qu'il n'y a pas d'élément confidentiel pour le Comité mais seul le Bureau avait accès à l'audit réalisé il y a quelques mois.

M. Patrice Pattée (Sceaux) membre du Bureau indique qu'à aucun moment il n'a le sentiment de court-circuiter les représentants du Comité syndical. Il s'agit de discuter des projets de délibérations. Elles portent souvent sur les ressources du Syndicat lui-même. Il n'a pas eu l'impression de se substituer à l'ensemble des communes.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) indique qu'il est surréaliste de discuter ainsi d'un compte rendu de Bureau qui a été rendu disponible dans un délai court, alors que plus d'un million d'euros sont en jeu dans le reste de l'ordre du jour.

La Présidente remercie M. Arberet de l'attention portée au travail du Syndicat qui a rédigé ce compte rendu en moins de 24 heures. La Présidente partage son sentiment, mais les questions de gouvernance de ce Syndicat ne sont pas illégitimes.

Le compte rendu du Bureau du 4 juillet 2018 est adopté par les membres du bureau.

3 Délibérations

3.1 Approbation des mesures compensatoires relatives aux locations du service public Velib' (délibération 2018 20)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1^{er} janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1^{er} avril 2018.

Compte tenu du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service ont déjà été adoptées par le Comité syndical sur la période courant de janvier à mai 2018.

Toutefois au regard de la persistance des problématiques techniques, la société Smovengo a été mise en demeure par le Syndicat de mettre en place un plan d'urgence et de redémarrage du service Vélib Métropole.

Ce plan d'urgence a été présenté début mai 2018 par le titulaire du marché et a depuis été déclenché.

La mise en œuvre du plan a eu pour effet de ralentir le déploiement des stations tel qu'initialement prévu ce qui affecte le fonctionnement normal du service à l'égard des usagers.

Par conséquent, il convient d'adopter, à nouveau, une mesure compensatoire au bénéfice des abonnés.

La présente délibération a donc pour objet, en premier lieu de prévoir l'absence de facturation ou le remboursement des locations inférieures et supérieures à 30mn pour l'ensemble des abonnements au service Velib' pour le mois de juin 2018.

Ainsi, il est proposé de ne pas procéder à la facturation ou de rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur le mois de juin 2018 pour les abonnements suivants :

- l'abonnement V-Libre ;
- l'abonnement V-Plus;
- l'abonnement V-Max.

En second lieu, la présente délibération a pour objet de proposer sur les deux premiers abonnements précités la gratuité des 30 premières minutes d'utilisation sur la période courant de juillet à septembre 2018.

En l'absence de remarques, **la Présidente** soumet au vote du Comité syndical la délibération 2018 20.

Pour (56): Alfortville, Arcueil, Asnières-sur-Seine, Aubervilliers, Bagneux, Bezons, Bobigny, Bois-Colombes, Bondy, Bourg-la-Reine, Cachan, Châtillon, Courbevoie, Créteil, Drancy, Enghien-les-Bains, Fontenay-sous-Bois, Gennevilliers, Gentilly, Grand Paris Seine Ouest (Sèvres), Grand Paris Seine Ouest (Chaville), Grand Paris Seine Ouest (Vanves), Grand Paris Seine Ouest (Boulogne-Billancourt), Grand Paris Seine Ouest (Ville-d'Avray), Grand Paris Seine Ouest (Issy-les-Moulineaux), Hauts-de-Seine, Ile-de-France, Ivry-Sur-Seine, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Levallois-Perret, Maisons-Alfort, Malakoff, Métropole du Grand Paris, Montreuil, Montrouge, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Seine, Nogent-sur-Marne, Noisy-Le-Sec, Pantin, Paris (Mme Baratti-Elbaz), Paris (M. Najdovski), Puteaux, Romainville, Rosny-sous-Bois, Rueil-Malmaison, Saclay, Saint-Mandé, Saint-Maurice, Sceaux, Verrières-le-Buisson, Villejuif, Villeneuve-la-Garenne, Vincennes, Vitry-sur-Seine.

Abstentions (4): Aulnay-sous-Bois, Clamart, Fontenay-aux-Roses, La Garenne-Colombes

NPPV (6) : Antony, Chatenay-Malabry, Grand Paris Grand Est (Montfermeil), Le Chesnay, Le Plessis-Robinson, Versailles

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE de ne pas facturer ou de rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur le mois de juin 2018 pour les abonnements au service Velib' suivants : l'abonnement V-Libre ; l'abonnement V-Plus ; l'abonnement V-Max ; APPROUVE la mesure de gratuité des 30 premières minutes d'utilisation sur le mois de juillet à septembre 2018 pour les abonnements au service Velib' suivants : l'abonnement V-Libre ; l'abonnement V-Plus (dans l'hypothèse d'une utilisation d'un vélo à assistance électrique) ; DIT que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 67 ; DIT que les dispositions de la délibération n°2017 117 restent inchangées.

3.2 Approbation d'une mesure compensatoire relative aux abonnements du service public Velib' (délibération 2018 21)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1^{er} janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1^{er} avril 2018.

Compte tenu du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service ont déjà été adoptées par le Comité syndical sur la période courant de janvier à mai 2018.

Toutefois au regard de la persistance des problématiques techniques, la société Smovengo a été mise en demeure par le Syndicat de mettre en place un plan d'urgence et de redémarrage du service Vélib Métropole.

Ce plan d'urgence a été présenté début mai 2018 par le titulaire du marché et a depuis été déclenché.

La mise en œuvre du plan a eu pour effet de ralentir le déploiement des stations tel qu'initialement prévu ce qui affecte le fonctionnement normal du service à l'égard des usagers.

Par conséquent, il convient d'adopter, à nouveau, une mesure compensatoire au bénéfice des abonnés.

La présente délibération a donc pour objet d'adopter une mesure tendant au remboursement des abonnements encaissés sur le mois de juin 2018 au bénéfice des usagers.

Cette mesure concerne les abonnés du service Velib' détenteurs des offres « V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Par ailleurs, les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre de l'actuel service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

Pour pouvoir bénéficier de la présente mesure, les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne.

Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata.

En l'absence de remarques, **la Présidente** soumet au vote du Comité syndical la délibération 2018 21.

Pour (56): Alfortville, Arcueil, Asnières-sur-Seine, Aubervilliers, Bagneux, Bezons, Bobigny, Bois-Colombes, Bondy, Bourg-la-Reine, Cachan, Châtillon, Courbevoie, Créteil, Drancy, Enghien-les-Bains, Fontenay-sous-Bois, Gennevilliers, Gentilly, Grand Paris Seine Ouest (Sèvres), Grand Paris Seine Ouest (Chaville), Grand Paris Seine Ouest (Vanves), Grand Paris Seine Ouest (Boulogne-Billancourt), Grand Paris Seine Ouest (Ville-d'Avray), Grand Paris Seine Ouest (Issy-les-Moulineaux), Hauts-de-Seine, Ile-de-France, Ivry-sur-Seine, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Levallois-Perret, Maisons-Alfort, Malakoff, Métropole du Grand Paris, Montreuil, Montrouge, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Seine, Nogent-sur-Marne, Noisy-Le-Sec, Pantin, Paris (Mme Baratti-Elbaz), Paris (M. Najdovski), Puteaux, Romainville, Rosny-sous-Bois, Rueil-Malmaison, Saclay, Saint-Mandé, Saint-Maurice, Sceaux, Verrières-le-Buisson, Villejuif, Villeneuve-la-Garenne, Vincennes, Vitry-sur-Seine.

Abstentions (4): Aulnay-sous-Bois, Clamart, Fontenay-aux-Roses, La Garenne-Colombes

NPPV (6) : Antony, Chatenay-Malabry, Grand Paris Grand Est (Montfermeil), Le Chesnay, Le Plessis-Robinson, Versailles

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE la mesure de remboursement des abonnements V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre de l'actuel service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur le mois de juin 2018. Pour bénéficier de la présente mesure les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne.

*Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata ; **DIT** que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 67 ; **DIT** que les dispositions de la délibération n°2017 117 restent inchangées.*

3.3 Acceptation du protocole de sortie n°1 (délibération 2018 22)

La Présidente explique que, lors de la séance du 21 juin 2018, le Comité syndical a décidé de refuser de procéder au versement de la compensation financière demandée par le délégataire et d'en tirer les conséquences contractuelles – objet de la délibération 2018-18 amendée en séance. En application de l'article 63-3, et eu égard à la résiliation de la convention au 25 juin 2018, il a été demandé à la société Autolib' la production des justificatifs, des données financières et des bilans de clôture afin d'évaluer l'indemnité de sortie.

La délibération autorisait la Présidente à encadrer la résiliation, négocier un protocole de sortie de la convention de délégation de service public avec Autolib' pour régler les modalités de clôture du contrat dans l'intérêt des usagers du service public. Tout cela découle du vote de la délibération 2018-18 amendée adoptée le 21 juin 2018. Mandat a été donné à la Présidente pour régler la sortie de la DSP et éviter un arrêt net au 25 juin 2018. Il ne s'agissait en rien de mandater la Présidente pour négocier le différend qui oppose le Syndicat à la société Autolib'. Les avis des élus et les articles de presse faisaient état d'une préoccupation partagée sur un arrêt brutal du service et ses conséquences pour les usagers, les élus et les salariés. La Présidente avait compris des échanges, que l'ensemble des élus avaient estimé normal que cela puisse se faire progressivement.

Dès le lendemain du vote, la Présidente et les équipes du Syndicat ont rencontré les équipes de la société Autolib' pour négocier une sortie progressive du service.

Un protocole de sortie « n°1 » a été acté le 25 juin 2018. Il est soumis ce jour. Il a pour objet de convenir des modalités d'arrêt techniques, financières et opérationnelles de l'activité d'exploitation Autolib', à savoir les services de concessions consistant à mettre à disposition des abonnés les voitures et à permettre la recharge d'autres véhicules électriques. D'autre part, il compte prévenir tout différend entre le Syndicat et la société Autolib' qui pourrait découler de l'arrêt de cette activité à la date du 25 juin 2018. Le travail a donc porté sur la période du 25 juin au 31 juillet. Ce protocole n'a pas pour objet de préciser les modalités d'indemnisation de la société Autolib' au titre de la résiliation anticipée. Il était prévu que d'autres protocoles consécutifs – le « n° 2 », par exemple, en cours de finalisation – précisent les modalités et les conditions techniques de remise des biens d'ici le 31 août 2018. Le protocole prévoit un arrêt progressif de l'activité d'exploitation d'ici le 31 juillet.

La société Autolib' avait jusqu'au 31 août pour retirer ses voitures. Cela demande du temps et le Syndicat a la responsabilité de récupérer les quelques 1 120 stations. Les procès-verbaux de restitution doivent être signés et transférés de la société au Syndicat Autolib'. Ce transfert est automatique par l'arrêt de la DSP et il n'a pas d'incidence financière. La valeur nette comptable pour les récupérer n'a pas été négociée à ce stade et n'est pas comprise dans le mandat donné par la délibération 2018 18 amendée.

Le protocole précise les modalités de décroissance du service du 25 juin au 31 juillet. La société Autolib' propose les stations à fermer et les communiquent auprès du public. Cette liste figure sur le site ou l'application d'Autolib'. Les premières à fermer sont parisiennes – 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 11^e et 12^e arrondissements. La société Autolib' a proposé que sa sortie se fasse à coût réel et le Syndicat s'est engagé à les payer après avoir discuté chaque facture et pour un montant maximum de 1,9 million d'euros. La Présidente n'est donc pas en mesure d'annoncer le montant exact. Une décision modificative du budget aura lieu, une fois que le travail avec les équipes de la société Autolib' aura été mené pour établir le coût de cette sortie progressive du service. Elle donne ensuite la parole à M. Malik Salemkour.

M. Malik Salemkour (Directeur juridique des finances et de la commande publique) apporte quelques précisions sur le protocole n°2 qui est une déclinaison technique de son déroulement pratique, à savoir les modalités et calendriers des stations, les contrats de la marque Bolloré, etc. Le Syndicat espère pouvoir le soumettre avec l'accord du groupe Bolloré. L'accord de principe est en tout cas acquis. Il reste un débat sur le règlement des données personnelles et son application. Il n'est donc soumis aux membres du Comité syndical qu'un projet. La délibération propose d'approuver le protocole n°1 et de mandater la Présidente sur le protocole n°2. En cas d'incidence financière, ce dernier serait soumis au Comité syndical.

La Présidente précise qu'elle a signé ce protocole n°1 sous réserve de l'approbation des membres du Comité syndical. Elle donne la parole à M. Olivier Bonnefoy.

M. Olivier Bonnefoy (Directeur des services techniques) rappelle que 5 équipes sillonnent l'ensemble des stations. Elles constatent un état de fonctionnement et de propreté, à raison de 26 à 30 stations par jour afin de les restituer de manière convenable.

La Présidente rappelle que ce protocole n'est pas lié à l'avenir de l'autopartage en Île-de-France.

M. Olivier Stern (Montreuil) remercie les équipes ayant travaillé ce document. Il questionne afin de savoir si ce protocole peut avoir des conséquences sur le règlement des différends passés ?

La Présidente répond que le protocole concerne uniquement la période allant du 25 juin au 31 août 2018.

M. Jean-Paul Martinerie (Châtenay-Malabry) note que le protocole fait état d'informations quelque peu contradictoires. Au premier paragraphe, il est indiqué que le protocole a pour but de régler les problèmes financiers. Au paragraphe 3, il est dit que les coûts et recettes de l'activité Autolib' sont supportés par la société Autolib'. Au huitième, on indique que 1,9 million seront supportés par le Syndicat. Par ailleurs, la Présidente a indiqué dans une de ses dernières prises de parole qu'une décision modificative ferait suite à ce protocole. Il souhaite rappeler qu'en avril 2017, la Présidente alors en place avait rappelé qu'il n'y aurait aucun lien entre les comptes de la DSP et le budget du Syndicat. Il indique être en opposition complète avec cette position.

La Présidente indique qu'elle va préciser la différence entre les différents budgets.

M. Christophe Boissière (Vincennes) souhaite connaître le nombre exact de stations Autolib'.

Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé) indique avoir pu accéder aux documents seulement lundi. Il semble qu'il est question de recruter des personnes pour aider à la vérification des restitutions. Elle demande ce que cela signifie pour les véhicules.

La Présidente explique que les véhicules appartiennent à la société Autolib' qui s'est engagée à les retirer le 31 août au plus tard. Cette démarche relève de leur responsabilité.

M. Fatah Aggoune (Gentilly) informe qu'il ne participera pas au vote car Gentilly n'a pas de station.

Mme Sophie Deschiens (Levallois) a bien compris que les stations étaient définitivement débranchées fin juillet. Concernant le maillage et la recharge de véhicules électriques, que va-t-il se passer ?

La Présidente explique que le Syndicat n'a pas la compétence de gestion d'infrastructure de recharge de véhicules électriques. Cette compétence a été définie postérieurement à la création du Syndicat et revient aux communes qui peuvent la déléguer à certaines collectivités comme la région Île-de-France. Durant la période de transition, le Syndicat est responsable de ces bornes. Il devra écrire à toutes les communes en leur demandant ce qu'elles souhaitent faire. Les communes sont alors responsables de la destruction de ces bornes et de la remise en l'état de l'espace public si elles ne souhaitent pas les conserver. Sinon, elles gèrent ou délèguent la gestion de ces bornes. Les bornes récupérées ne seront pas connectées au service d'information, mais seulement électrifiées. La facturation de la consommation électrique reviendra aux collectivités. Le Syndicat continue d'étudier ces aspects juridiques et techniques afin d'informer les élus. À partir du moment où la station est fermée, le/la maire récupère la compétence de définir le régime du stationnement. Par arrêté, il/elle peut décider de verbaliser les voitures Autolib' qui ne devraient plus être là au 31 août.

M. Xavier Caron (Enghien les Bains) intervient au nom du pôle Énergie d'Île-de-France qui regroupe les syndicats d'énergie de toute la région et propose une solution pour ne pas briser le réseau existant. Les villes membres vont recevoir un courrier signé des présidents de ce pôle.

M. Rodéric Aarsse (Malakoff) questionne sur l'évaluation financière du protocole n°2. Y aura-t-il un protocole n°3 et un protocole n°4 ? Comment anticiper les séquences futures ?

La Présidente précise que le protocole n°1 est le seul à avoir une incidence financière. Le protocole n°2 est technique. Ils n'ont rien à voir avec le passé de la DSP.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) indique qu'Arcueil serait favorable à la création d'un groupe de travail rassemblant les villes du Syndicat disposant de bornes. En effet, un travail collectif permettrait une information de meilleure qualité et une réduction des coûts pour les plus petites villes. Il remercie aussi les agents du Syndicat et particulièrement ceux qui vont, cet été, faire un état des lieux des stations Autolib'.

M. Arnaud Gibert (Bezons) revient sur le protocole n°1. Il est dit, dans la deuxième phrase du 3^{ème} paragraphe de la partie 3 : « *Il garantit le syndicat contre toute condamnation civile susceptible d'être prononcée, etc.* » Il demande à quoi fait référence le « *il* » ?

La Présidente indique qu'il s'agit du protocole.

M. Arnaud Gibert (Bezons) revient sur la fin du point 7 où le Syndicat renonce à la fin de la concession au paiement des redevances domaniales. Le budget du Syndicat va donc supporter le montant en question à la place de la société Autolib' s'il est demandé par les communes ?

La Présidente indique à M. Gibert que ce montant est très faible, mais que la société Autolib' est bien exonérée du 30 juin au 31 août. Elle rappelle aussi que le Syndicat est constitué des communes et que ses dépenses sont supportées par elles au prorata de leur nombre de stations.

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) souhaiterait clarifier l'article 14. Le paiement se fera au *prorata* du temps et non de stations.

La Présidente indique que le *prorata temporis* n'y figure pas à ce jour.

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) se souvient d'une discussion avec M. Salemkour qui spécifiait qu'il y aurait des ateliers de travail sur la constitution du maillage et son utilisation. Les articles de presse qui sont sortis n'allaient pas dans ce sens. La situation doit être clarifiée sur le rôle de la ville de Paris.

La Présidente rappelle que la Ville de Paris ne peut pas décider quoi faire des bornes à la place des élus. Par ailleurs, les articles de presse peuvent prêter à confusion. La Présidente rappelle qu'une collectivité ne peut pas signer un contrat pour exercer un service public sans appel à projets. La Maire de Paris a donc souhaité que des opérateurs privés proposent des services sur le territoire parisien indépendamment des stations et des bornes existantes. Les opérateurs ont proposé de s'installer sans utiliser les réseaux existants dans un premier temps.

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) aimerait que, lors du prochain Comité, soient présentées les solutions. Au-delà du partage de l'assiette de la dette, que faire de ce maillage ?

La Présidente prend note de sa proposition.

M. Benoît Blot (Le Plessis-Robinson) s'étonne particulièrement qu'il soit demandé de voter un protocole déjà signé et déjà discuté lors du Bureau syndical. Dans ces conditions, M. Blot ne prend pas part au vote. Par ailleurs, il demande à la Présidente de bien indiquer, lors du vote, les communes favorables ou non et celles qui s'abstiennent.

La Présidente répond que ces informations figurent dans chaque procès-verbal.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) considère qu'il est impossible de dissocier ce protocole de la délibération présentée le 21 juin 2018. Il avait été proposé de résilier la

DSP. Il s'agissait peut-être de la bonne solution. Mais les élus n'avaient pas l'ensemble des éléments à disposition pour évaluer les incidences – notamment financières. Cela amènera-t-il à inscrire un complément budgétaire à partir de septembre dans le budget du Syndicat ? Il estime qu'il était possible de prendre deux mois supplémentaires afin d'examiner les conditions émises par la société Autolib'. De ce fait, le mois de juillet a-t-il besoin d'être financé ? Il alerte l'ensemble des communes. Le collectif doit permettre de protéger les intérêts financiers de ses administrés – Parisiens compris. Accepter ce protocole aujourd'hui, c'est accepter de payer le reste après. Il annonce qu'un recours sera fait sur la délibération 2018 18, ainsi qu'un référé. Il indique qu'il convient de prendre le temps d'étudier les comptes du Syndicat et ceux de la société autolib' car les choses se sont faites précipitamment. Par ailleurs, il constate que des vice-présidents du Syndicat, partagent sa position. L'avenant n°1 a été signé « sous condition suspensive... ».

La Présidente lui indique que ce n'est pas un avenant, mais un protocole. Que la DSP n'existe plus.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) rappelle être maire depuis quelques années et ne signe un document que lorsqu'il a été approuvé par l'instance. Il s'agit de prendre du temps pour des millions d'euros : on ne parle pas des bornes, pour savoir s'il faut y mettre du courant alternatif ou autre. Il voit, pour tous les élus, l'arrivée de factures et de mises en demeure à la rentrée. Le protocole n°1 a été signé alors que le 21 juin, le Comité syndical a donné son accord pour le négociateur. Négocier ce n'est pas signer. Vous retirez le protocole 2 pour lequel le groupe Bolloré n'a pas donné son accord. M. Brillault votera donc contre la délibération. Il invite ses collègues à se méfier du vote pour et de l'abstention qui engageront les collectivités à payer les 1,9 million d'euros demandés par la société Autolib' et les factures suivantes.

La Présidente précise que chacun assumera ses responsabilités. Les élus qui fragilisent la Présidente, le Bureau et le Syndicat, fragilisent l'ensemble des communes adhérentes au Syndicat. Ils fragilisent également les discussions avec la société Autolib'.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) fait remarquer qu'il s'agit de chantage. La Présidente n'a pas fait face à ses responsabilités.

M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine) revient sur le sujet de la continuation des bornes. Il convient de veiller à l'équilibre économique. Les bornes actuelles ne peuvent être laissées en l'état et il y a aura des frais pour les mettre à niveau. Quel sera le prix facturé par le Syndicat ? Quel est le prix de facturation des communes ? Cette question se posera pour chacune d'elles.

Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest Boulogne-Billancourt) informe que, dans la mesure où le protocole a été signé avant d'être délibéré, les élus de GPSO voteront contre.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) considère que ce protocole permet de poser des bases saines. La capacité de pouvoir récupérer les bornes permet de mener une réflexion collective sur ce qu'il convient de faire. Le travail de négociation est conséquent. La responsabilité vis-à-vis des usagers est réelle.

Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé) se questionne sur l'existence du Syndicat à partir du 31 juillet.

M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses) demande à la Présidente de rappeler l'effet sur l'indemnisation de l'ex-délégué au travers du protocole n°1.

La Présidente répond qu'il n'y a aucune incidence.

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) demande s'il est possible que le courrier portant sur la restitution des stations soit retardé.

La Présidente répond par l'affirmative.

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) indique par ailleurs qu'Aulnay-sous-Bois se prononcera contre le protocole.

M. Arnaud Gibert (Bezons) entend et comprend les arguments de Mme Bruneau. Il votera pour – même s'il aurait préféré voter avant la signature.

M. Olivier Stern (Montreuil) votera pour. La ville est par ailleurs disponible pour des modalités d'échanges avec les opérateurs éventuels.

La Présidente en prend note.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) rappelle que l'urgence est la conséquence de la saisine de l'article 70 sur le Comité de conciliation. Depuis 2017, il est intervenu plusieurs fois au sein de ce Comité sur la conciliation. L'article 70 a permis une saisine justifiée par son prédécesseur pour entrer en négociation. Le Comité de conciliation avait 90 jours pour rendre ses conclusions. Ces négociations arrivant à terme, la société Autolib' a attendu le dernier moment et a acculé le Syndicat. La Présidente est alors responsable.

La Présidente répond que le Syndicat doit accompagner les maires dans leurs prises de décision. Ces sujets continueront d'être instruits et une note sera envoyée en ce sens. En septembre, un Comité syndical permettra de modifier les statuts. Le Syndicat a été institué sur la base de la DSP. Il y a donc obligation de réformer les statuts. Par ailleurs, il est évident que le travail en commun ne fait pas consensus. Les collectivités qui n'ont maintenant que les compétences Autolib' pourront quitter le Syndicat.

La Présidente soumet ensuite la délibération 2018 22 au vote du Comité syndical.

Pour (33): Alfortville, Arcueil, Asnières-sur-Seine, Aubervilliers, Bagneux, Bezons, Bobigny, Bondy, Cachan, Châtillon, Créteil, Drancy, Enghien-les-Bains, Fontenay-sous-Bois, Hauts-de-Seine, Ivry-sur-Seine, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Levallois-Perret, Malakoff, Montreuil, Noisy-Le-Sec, Pantin, Paris (Mme Baratti-Elbaz), Paris (M. Najdovski), Romainville, Rueil-Malmaison, Saclay, Sceaux, Verrières-le-Buisson, Villeneuve-la-Garenne, Vincennes, Vitry-sur-Seine

Contre (21): Aulnay-sous-Bois, Bois-Colombes, Bourg-la-Reine, Clamart, Courbevoie, Fontenay-aux-Roses, Grand Paris Seine Ouest (Sèvres), Grand Paris Seine Ouest (Chaville), Grand Paris Seine Ouest (Vanves), Grand Paris Seine Ouest (Boulogne-Billancourt), Grand Paris Seine Ouest (Ville-d'Avray), Grand Paris Seine Ouest (Issy-les-Moulineaux), Le Chesnay, Le Plessis-Robinson, Montrouge, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Seine, Nogent-sur-Marne, Puteaux, Rosny-sous-Bois, Versailles

Abstentions (5) : Métropole du Grand Paris, Saint Mandé, La Garenne Colombes, Gennevilliers, Villejuif

NPPV (7) : Antony, Châtenay-Malabry, Gentilly, Grand Paris Grand Est (Montfermeil), Ile-de-France, Maisons-Alfort, Saint-Maurice

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE le protocole de sortie n°1 ci-annexé ; **AUTORISE** Madame la Présidente du Syndicat à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de ce protocole ainsi que la conclusion et la mise en œuvre de protocoles consécutifs ; **AUTORISE** Madame la Présidente du Syndicat à négocier, le cas échéant, avec le groupe Bolloré, d'éventuelles transactions dans l'hypothèse où les procès-verbaux constatant l'état de certains espaces et/ou stations feraient apparaître la

nécessité d'une remise en état de ces derniers, laquelle serait toutefois jugée inopportune, eu égard au sort envisagé de ces espaces et stations, par le Syndicat et la collectivité sur le territoire de laquelle le bien est situé.

3.4 Modification du tableau des emplois permanents (délibération 2018 23)

La Présidente propose de modifier le tableau des emplois permanents. Afin de garantir le bon fonctionnement du syndicat et suite à la montée en charge, il s'agit d'un poste de catégorie B pour la Direction de la Communication et du Marketing, d'un poste de catégorie A pour la Direction des Finances et d'un A pour la Direction du Service technique. Une baisse de charge aura lieu une fois les évolutions terminées. Il y aura une rotation des équipes pendant la période estivale et les vacances. Elle donne la parole aux élus.

M. Benoît BLOT (Le Plessis-Robinson) vote contre. Il n'existe en effet aucune logique pour lui à mobiliser un investissement financier conséquent pour une activité qui s'arrêtera, de toute façon, à très court terme.

M. Philippe BRILLAUD (Le Chesnay) ne comprend pas l'embauche de nouveaux agents sur des emplois permanents et non pas l'appel à des prestations ponctuelles. Il réitère sa suggestion. Pourquoi ne pas recourir à une prestation de sténotypie, en fonction des besoins ?

La Présidente indique que la remarque est notée.

En l'absence d'autres remarques, la Présidente soumet la délibération 2018 23 au vote du Comité syndical.

Pour (38): Alfortville, Arcueil, Asnières-sur-Seine, Aubervilliers, Bagneux, Bezons, Bobigny, Bondy, Cachan, Châtillon, Créteil, Drancy, Enghien-les-Bains, Fontenay-sous-Bois, Gennevilliers, Hauts-de-Seine, Ivry-sur-Seine, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Levallois-Perret, Malakoff, Métropole du Grand Paris, Montreuil, Nogent-sur-Marne, Noisy-Le-Sec, Pantin, Paris (Mme Baratti-Elbaz), Paris (M. Najdovski), Romainville, Reuil-Malmaison, Saclay, Saint-Mandé, Sceaux, Verrières-le-Buisson, Villejuif, Villeneuve-la-Garenne, Vincennes, Vitry-sur-Seine

Contre (23): Aulnay-sous-Bois, Bois-Colombes, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry, Clamart, Courbevoie, Fontenay-aux-Roses, Grand Paris Grand Est (Montfermeil), Grand Paris Seine Ouest (Sèvres), Grand Paris Seine Ouest (Chaville), Grand Paris Seine Ouest (Vanves), Grand Paris Seine Ouest (Boulogne-Billancourt), Grand Paris Seine Ouest (Ville-d'Avray), Grand Paris Seine Ouest (Issy-les-Moulineaux), La Garenne-Colombes, Le Chesnay, Le Plessis-Robinson, Montrouge, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Seine, Puteaux, Rosny-sous-Bois, Versailles

NPPV (5) : Antony, Gentilly, Ile-de-France, Maisons-Alfort, Saint-Maurice

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE, que l'emploi de directeur·rice des études, de la stratégie et de l'appui territorial soit ouvert aux cadres d'emplois des Ingénieurs et Ingénieurs en chef ; **APPROUVE**, la création des 3 postes suivants : 1 poste relevant du cadre d'emplois des rédacteurs (catégorie B) pour la direction de la communication et du marketing, 1 poste relevant du cadre d'emplois des Attachés ou des Ingénieurs (catégorie A) pour la direction des finances et 1 poste relevant du cadre d'emplois des Attachés ou des Ingénieurs (catégorie A) pour la direction des services techniques ; **AUTORISE**, dans le cas de recrutement infructueux de

fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que les emplois créés pourront être exercés par des contractuels et dans les conditions fixées à l'article 3-2 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Emplois	Nombre
Attaché		6
Rédacteur		4
Adjoint administratif		7
Ingénieur en chef		4
Ingénieur		5
Adjoint technique		1
Cadre d'emplois des Attachés, Ingénieurs, Ingénieurs en chef		1
Cadre d'emplois des Rédacteurs		1
Cadre d'emplois des Attachés et Ingénieurs		1
Cadre d'emplois des Attachés et Ingénieurs		1
	Total des emplois	31

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 18 heures.

Le Secrétaire


Jean-Luc Millard



La Présidente,


Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement